



HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Fourniture et livraison de deux véhicules thermiques
neufs ou d'occasion, banalisés,
au profit de la Police nationale en Nouvelle-Calédonie**

N°2025_HC988_VEHICULES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Bureau responsable de l'élaboration du DCE

Nom : Section achats du bureau du budget, des achats et de la logistique, de la direction des ressources humaines et des moyens, du haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie

Adresse : 9 bis rue de la République, 98 800 Nouméa

Personnes de contact : Mesdames Anne-Laure TERIITEHAU, Madeleine HMAEN, Cécile MILIE
achats@nouvelle-caledonie.gouv.fr

Législation applicable

Ce marché unique est conclu en application du code de la commande publique et de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

Le présent document comporte 08 pages numérotées de 1 à 08.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – DEFINITION

ARTICLE 2 – IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC

ARTICLE 4 – TYPE DE PROCEDURE

ARTICLE 5 – ALLOTISSEMENT

ARTICLE 6 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

ARTICLE 7 MODALITES DE COMMANDE

ARTICLE 8 – PRIX

ARTICLE 9 – MODALITES DE REGLEMENT

ARTICLE 10 – CONDITIONS D’EXECUTION DU MARCHE

ARTICLE 11 – PENALITES

ARTICLE 12 – SOUS-TRAITANCE

ARTICLE 13 – GROUPEMENT D’OPERATEURS ECONOMIQUES

ARTICLE 14 – LITIGES

ARTICLE 15 – LANGUES

ARTICLE 16 – RESILIATION DU MARCHE

ARTICLE 17 - MODIFICATION DES CARACTÉRISTIQUES ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES DE L’ENTREPRISE

ARTICLE 1 – DEFINITION

Au sens du présent document :

- l'« acheteur » est le pouvoir adjudicateur, l'Etat, qui conclut le marché avec le titulaire ;
- le « titulaire » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement représenté par son mandataire ;
- la « notification » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception ;
- les « prestations » désignent les fournitures courantes ou les services objet du marché ;
- le « cahier des clauses administratives particulières » (« CCAP ») est un document contractuel qui fixe les clauses administratives propres au marché ;
- le « cahier des clauses techniques particulières » (« CCTP ») est un document contractuel qui fixe à la fois les clauses techniques se rapportant à l'exécution des prestations du marché.

ARTICLE 2 : IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

État – Ministère de l'Intérieur

Monsieur le Haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie ou son représentant
Sis 09 bis rue de la République,
BP C5 - 98 844 NOUMEA CEDEX

ARTICLE 3 : OBJET DU MARCHE PUBLIC

La présente consultation est un marché unique relatif à la fourniture et la livraison de deux véhicules neufs ou d'occasion, banalisés, au profit de la police nationale en Nouvelle-Calédonie.

ARTICLE 4 – TYPE DE PROCEDURE

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée, l'acheteur se réserve la possibilité de négocier conformément à l'article R.2123-5 du Code de la commande publique.

ARTICLE 5 - ALLOTISSEMENT

Le marché est alloti et composé de 3 lots (cf. RC 3.1 Allotissement).

Les candidats pourront présenter une offre pour un lot, plusieurs lots ou l'ensemble des lots. Chaque lot fera l'objet d'une attribution séparée. Un soumissionnaire peut être attributaire de plusieurs lots. Chaque lot n'est attribué qu'à un seul et même soumissionnaire.

ARTICLE 6 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

En application de l'article 4-1 du CCAG-FCS, les documents contractuels constitutifs du marché sont, par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement du titulaire (ATTR1) ;
- le cahier des clauses administratives particulières et le cahier des clauses techniques particulières (CCAP et CCTP) dont l'exemplaire original, conservé dans les archives du haut-commissariat, fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009, désigné ci-après CCAG-FCS ;
- l'offre technique et financière ;
- les précisions ou réserves formulées par l'administration lors de la notification de la retenue de l'offre qui devront être acceptées ou levées par le titulaire.

A noter, le CCAG-FCS étant réputé connu par les opérateurs économiques, il n'est pas matériellement joint au dossier de consultation.

<https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 7 – MODALITES DE COMMANDE

A la notification du marché, le titulaire sera destinataire d'un bon de commande « CHORUS ». Le bon de commande portera un n° d'engagement juridique (EJ), référence comptable unique du marché.

ARTICLE 8 - PRIX

8.1 Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est le Franc Pacifique, XPF.

8.2 Forme et contenu des prix

Les prix du marché sont forfaitaires.

Tous les prix sont exprimés hors taxe et toutes taxes comprises et hors redevance carte grise.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les fournitures ainsi que tous les frais afférents aux prestations prévues dans le présent marché. Ils s'entendent livraison incluse.

Les prix sont fermes et non actualisables ni révisables.

ARTICLE 9 - MODALITE DE REGLEMENT

9.1 Envoi des factures

Les factures seront établies pour chaque lot et envoyées de façon dématérialisée.

Les entreprises sont ainsi invitées à consulter le site <https://chorus-pro.gouv.fr> pour la création de leur compte, le dépôt et le suivi de leurs factures.

9.2 Contenu des factures

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- les références du marché : N°2025_HC988_VEHICULES, numéro du lot,
- les références du bon de commande afférent ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de livraison si elle est connue du titulaire au moment de la facturation ;
- les prix HT, TTC en XPF ;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture.

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées.

9.3 Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire du marché sera effectué par le comptable assignataire de l'Etat par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire.

A compter de la date de réception de la facture du titulaire, à condition que les prestations aient été exécutées et acceptées, l'administration dispose d'un délai maximum de trente (30) jours pour en effectuer le paiement conformément au décret 2013-269 du 29 mars 2013, relatif à la lutte contre les retards de paiements dans les contrats de la commande publique.

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu si :

- le titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle mentionnée sur le bon de commande ;
- la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement ;
- le contrôle de la prestation prévue dans le CCTP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires selon les taux en vigueur.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

9.4 Avances

Aucune avance n'est accordée pour cet accord-cadre.

9.5 Modalités de paiement

Le comptable assignataire des paiements est la direction des finances publiques en Nouvelle-Calédonie.

ARTICLE 10 – CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

10.1 Correspondants permanents

Le titulaire du marché ainsi que la DTPN désigneront respectivement un correspondant permanent et unique pour le suivi du bon fonctionnement et de la qualité logistique du marché.

Pour la DTPN : Monsieur Djéff Rebner au 78 19 24, Mme Christelle Hugueny au 96 21 12, François Tuihamouga au 77 15 32.

10.2 Modalités de livraison

Le titulaire du marché assurera, à sa charge et sous sa responsabilité, la livraison des véhicules, au plus tard vendredi 5 septembre 2025, au bureau de la logistique et des moyens, à la caserne Bailly sise au 360 rue Jacques Lékawé, 98800 Nouméa.

Chaque véhicule comprendra à la livraison :

- une notice d'utilisation propre au véhicule concerné ;
- deux clés et
- un carnet d'entretien propre au véhicule concerné.

Les véhicules sont livrés, préparés munis d'une immatriculation définitive (plaque d'immatriculation posée), clés en main avec le réservoir plein. Ils doivent être à l'état neuf, en état de marche, conformes à la commande et aux spécifications demandées suivant les types de véhicules.

10.3 Livraison – Vérification – Responsabilité

Les vérifications quantitatives et qualitatives des véhicules seront effectuées dans les locaux du bureau de la logistique et des moyens. La vérification quantitative portera sur le nombre d'éléments. En cas de livraison incomplète, celle-ci devra être complétée dans les 5 jours calendaires suivant le jour de la vérification. La vérification qualitative portera sur la conformité des fournitures par rapport aux prescriptions techniques stipulées ainsi que la qualité technique apparente des fournitures livrées. En cas de non-conformité des fournitures livrées ou de fournitures défectueuses, celles-ci devront être remplacées dans les 5 jours calendaires suivant le jour de la vérification.

ARTICLE 11 - PÉNALITÉS

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

D'une manière générale, les réfections s'appliquent à des défauts d'exécution et les pénalités s'appliquent à des retards dans l'exécution de tous les lots du marché.

Les réfections sont estimées par le service bénéficiaire qui les constate.

Les pénalités et réfections sont cumulables.

11.1 Pénalités de retard (cf article 14 du CCAG FCS)

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités sont calculées selon les modalités suivantes :

Pénalité	Montant
Non-respect de la date de livraison	150 euros HT soit 17 900 XPF par jour ouvré (lundi au vendredi)

Les retards imputables à des faits ne pouvant être contrôlés par le titulaire tels que grèves, des accidents au cours du transport, des émeutes, des cataclysmes ne pourront être retenus à son encontre et un sursis d'exécution ou une prolongation de délai sera automatiquement accordé(e) au titulaire pour une durée égale au retard imputable à l'établissement.

ARTICLE 12 – SOUS-TRAITANCE

12.1 Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties du marché, conformément aux articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale du marché est interdite.

12.2 Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Le formulaire DC4 doit être renseigné et signé par toutes les parties.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du contrat, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

12.3 Paiement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, soit 71 599 XPF TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement par l'acheteur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

ARTICLE 13 – GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Si le groupement titulaire du marché est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisées.

Si le groupement titulaire du marché est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché.

Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

ARTICLE 14 - LITIGES

Les litiges sont réglés à l'amiable entre les parties autant que faire se peut. Dans le cas contraire, le marché conclu ayant caractère de contrat de droit public, le tribunal administratif de Nouméa est seul compétent pour instruire les litiges qui pourraient opposés l'Administration au titulaire. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tribunal administratif de Nouméa
BP Q3
98851 NOUMEA CEDEX
Tél. : +687 25 06 30
Courriel : greffe.ta-noumea@juradm.fr

ARTICLE 15 - LANGUE

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français.

Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués. Tous les courriers adressés au haut-commissariat doivent également être rédigés en français.

ARTICLE 16 - RESILIATION DU MARCHE

Le présent marché est résiliable dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Dans le cas où l'entreprise serait en difficultés financières, les dispositions prévues par le CCAG-FCS s'appliqueront.

ARTICLE 17 - MODIFICATIONS DES CARACTERISTIQUES ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES DE L'ENTREPRISE

Toute modification (forme de l'entreprise, raison sociale, adresse, numéro de compte...) intervenant au sein de la société pendant la durée du marché devra être impérativement et immédiatement notifiée, par lettre recommandée avec accusé de réception au haut-commissariat.